

Espagne : le PSOE après les élections européennes

**Michael Ehrke et Carlos Iribarren,
FES Madrid**

Résultats et premières réactions

Avec 23 % des voix et 14 mandats de députés, le PSOE a réalisé aux élections européennes du 25 juin 2014 son plus mauvais score depuis la fin de l'ère Franco. Contre toute attente – et après deux ans et demi d'une politique d'austérité sans concession menée par le parti conservateur au pouvoir (PP), le PSOE est tombé sous son plancher historique des législatives de novembre 2011, où il avait obtenu 28,8 % des voix. Aux élections européennes, le PP a subi une défaite comparable, avec un score de 26 % (et 16 députés), mais il a pu, grâce à une petite avance sur le PSOE, revendiquer la victoire. En fait, ces résultats mettent en lumière le déclin d'un système bipartite autrefois stable: ensemble, les deux « grands partis » ont remporté moins de 50 % des voix. Deux partis ont plutôt tiré leur épingle du jeu : la Gauche unie (IU) menée par les communistes (10 %) et le parti Podemos (« Nous pouvons ») créé trois mois seulement avant les élections européennes dans la foulée du mouvement des « indignés » de 2011. Il a réalisé d'entrée de jeu un score de 8 %.

Le secrétaire général du PSOE, Alfredo Pérez Rubalcaba, a réagi à la défaite en convoquant un congrès extraordinaire du parti

pour les 19 et 20 juillet. Le calendrier initialement établi par le PSOE, avec des primaires ouvertes prévues en novembre 2014 pour désigner sa tête de liste aux élections législatives, s'en est trouvé bouleversé. La tête de liste du parti étant généralement le secrétaire général du PSOE, sa désignation avant les primaires les aurait transformées en farce.

Autre démarche inhabituelle, Alfredo Pérez Rubalcaba n'a pas démissionné tout de suite et a temporairement confié la direction du parti à un comité de direction neutre. La raison en est qu'il savait – comme le Premier ministre Mariano Rajoy – que le roi Juan Carlos abdiquerait le 2 juin. Les règles plutôt complexes qui régissent la succession au trône – obligation d'adoption d'une loi organique à la majorité absolue du Parlement – ont contraint les deux grands partis – qui disposent (encore) de 80 % des voix au Parlement – à une coopération étroite et sans heurt.

Un nouveau calendrier

Peu après l'abdication de Juan Carlos, la direction du PSOE a présenté un nouveau calendrier fixant la désignation du nouveau secrétaire général au 13 juillet (jour de la

finale du Mondial de football au Brésil) par consultation de l'ensemble des militants, estimés à 200 000. Le résultat de cette consultation ne devrait toutefois pas être contraignant, ce qui laissera finalement la décision entre les mains du congrès extraordinaire repoussé aux 26 et 27 juillet. Le congrès devrait cependant entériner le résultat de la consultation du parti. Les primaires font elles aussi l'objet d'un nouveau calendrier, qui devra à l'évidence être précisé par la prochaine direction du parti : sont prévues pour 2015 des primaires préalables aux élections régionales et municipales, puis en 2016 les primaires ouvertes qui désigneront la tête de liste aux législatives de 2016.

Les candidats

Préalablement à la consultation des militants et au congrès, deux candidats au poste de secrétaire général ont renoncé à se présenter : Patxi López, secrétaire général de la branche basque du PSOE, qui avait mis fin en 2009 à 30 ans de domination du Parti nationaliste basque (PNV) ; et Carme Chacón, ministre de la Défense du gouvernement Zapatero, qui ne brigue plus le poste de secrétaire général du parti mais souhaite devenir tête de liste aux prochaines élections. Il ne reste ainsi plus que trois candidats à la direction du PSOE : le secrétaire général du groupe socialiste au Congrès des Députés, Eduardo Madina, également originaire du pays basque ; Pedro Sánchez, économiste et député de Madrid, peu connu ; et José Antonio Pérez Tapiá, porte-parole de la « Gauche socialiste », seul courant reconnu mais minoritaire au sein du PSOE.

Susana Diaz, qui est à la tête du gouvernement andalou, fait figure d'exception : aux élections européennes, elle a largement battu le PP. L'Andalousie, bastion traditionnel du PSOE - un quart de ses membres en sont originaires - est aussi l'une des rares régions dans lesquelles le parti a progressé aux européennes. La grande majorité des responsables du PSOE font de Susana Diaz leur candidate favorite. Cependant, elle hésite encore à concilier les fonctions de présidente de gouvernement régional avec celles de chef de parti.

Une concurrence défavorable

Depuis la fin de l'ère Franco, les conservateurs du Parti populaire ont réussi à maintenir dans un même parti, d'une main de fer, la droite modérée et l'extrême-droite. Les scissions et les créations de nouveaux partis sont rares à droite et ne donnent jamais de bons résultats électoraux. « Vox », petit parti récemment créé à la droite du PP, n'a ainsi obtenu aucun siège aux élections européennes. Au cours de la même période, le PSOE a été confronté à la concurrence des communistes du PCE, qu'il a pendant longtemps réussi à contrer aux élections. Or aujourd'hui, le Parti communiste n'est plus ce cercle toujours plus réduit de communistes à l'ancienne: l'IU a attiré dans son sillage toute une série de partis alternatifs, écologistes et régionaux dont il a fait ses partenaires. Sa popularité et son succès auprès de l'électorat vont croissant. Avec Podemos, un deuxième parti concurrent de gauche est apparu sur la scène politique. Aux élections européennes, les partis à la gauche du PSOE - IU, Podemos et les Verts - ont remporté 20 % des voix au niveau national - à comparer aux 23% du PSOE.

A ceci s'ajoute le fait qu'au niveau régional, un réservoir important de voix socialistes, la Catalogne, est menacé d'assèchement. La branche catalane du PSOE, le PSC, a tout juste atteint les 14 % aux européennes. Les socialistes catalans, qui ne demandent pas l'indépendance de leur région mais une constitution fédérale pour toute l'Espagne, craignent d'être écrasés entre un mouvement indépendantiste qui se radicalise et les partis qui leur sont opposés.

La crise de la transición - la crise du PSOE

On trouve des facteurs communs à la crise actuelle du PSOE et la situation d'autres partis sociaux-démocrates européens, tels que la difficulté à concevoir, dans un contexte d'hégémonie néolibérale, des politiques économiques et sociales vraiment sociales-démocrates. Mais la crise du PSOE est aussi et surtout un phénomène spécifiquement espagnol : elle fait partie de la crise de la

transición, le passage auparavant considéré comme réussi de la dictature à la démocratie, d'une économie isolée et peu développée à une économie ouverte, compatible avec celles des autres pays de l'UE, et d'une société autoritaire à une société moderne. Le PSOE n'est pas la seule victime de cette crise; elle touche aussi l'économie et (presque) toutes les autres institutions espagnoles, du PP (qui ne s'en est peut-être pas encore aperçu) au régime territorial de l'Espagne, autrement dit aux rapports entre l'Etat central et les régions autonomes, en passant par la monarchie.

Le passage de la dictature à la démocratie reposait sur un « pacte » entre les démocrates et la droite ex- ou post-franquiste. En acceptant la démocratie, la droite acceptait le modèle d'Etat qu'elle avait détruit dans les années trente avec la guerre civile. En contrepartie, elle pouvait non seulement participer de façon légitime au processus démocratique, mais elle obtenait aussi l'engagement que la guerre civile et la dictature ne feraient pas l'objet de discussions politiques et n'auraient pas de suites juridiques. Les démocrates ont donc renoncé à solder les comptes du passé et obtenu en échange le modèle d'Etat qu'ils avaient défendu pendant la guerre civile. La monarchie est un autre élément de ce pacte : elle a veillé à ce que le passage à la démocratie ne se solde pas par une restauration de la deuxième république (1931-1939) et l'a ainsi rendu acceptable par la droite. Une démocratie reste une démocratie, dans un régime monarchique comme dans un régime républicain : bien des démocrates préféreraient vivre dans le Royaume de Norvège que dans la République du Bélarus. En l'occurrence, la nature de la démocratie espagnole dépend bien moins du fait que l'Espagne soit une monarchie constitutionnelle que du « pacte » sur lequel elle est fondée.

L'objectif fondamental du « pacte » était de faire en sorte que la guerre civile n'ait pas lieu une deuxième fois, ne serait-ce que sous forme verbale. Il a probablement contribué à ce que dans les premières années de la démocratie, la vie politique ne soit pas sans cesse assombrie par des débats sans fin et sans issue portant sur le passé et la nation, la

faute et la trahison, comme cela s'est produit par la suite dans la plupart des pays du centre et du sud-est de l'Europe. Mais ce pacte n'avait pas que des bons côtés : d'une part, il a évité à la droite post-franquiste de revenir sur son passé et l'a empêchée de se moderniser dans le sens d'un conservatisme démocratique modéré. D'autre part, la guerre ayant été pour ainsi dire éclipsée, elle est demeurée singulièrement présente. Les fronts se sont longtemps reconstitués à travers un système bipartite presque parfait, avec une gauche et une droite (modérées), uniquement perturbé par l'existence d'un parti communiste largement négligeable dans le processus électoral.

Le PSOE a été et est toujours l'un des éléments du pacte. Il a longtemps été la seule force politique importante représentative des défenseurs de la démocratie. Il a en outre été le parti qui, pendant les quatorze années du gouvernement de Felipe González (1982-1996) et les sept années du gouvernement de José Luis Zapatero (2004-2011), a organisé comme aucun autre la transformation politique, économique et sociale de l'Espagne. Il est donc tout à fait logique que l'action du PSOE soit jugée en fonction des résultats de la transición. Jusqu'à l'éclatement de la crise de 2007-2008, les avis étaient majoritairement positifs. En termes économiques, l'Espagne a profité comme peu d'autres Etats de son adhésion à l'UE ; son revenu par habitant a rattrapé celui de l'Italie et s'est rapproché de celui de la France. La société espagnole, qui baignait autrefois dans le catholicisme le plus rigoureux, a légalisé le mariage homosexuel et placé une jeune femme enceinte à la tête de ses forces armées et du ministère de la Défense. L'abdication de Juan Carlos a donc été pour la plupart des médias l'occasion de regarder le passé et de qualifier son règne de « plus belles années de l'histoire récente de l'Espagne ».

Cependant, la crise a porté un éclairage tout autre sur la transición : le dynamisme de l'économie s'est avéré être une bulle ; après quelques années d'une politique d'austérité rigoureuse, les acquis sociaux se sont évaporés ; le chômage et les inégalités sociales ont atteint des niveaux records en Europe. Les

institutions sont de plus en plus perçues comme non transparentes et corrompues, les catalans ne peuvent soudain plus vivre dans le même pays que les autres Espagnols, le PSOE est accusé de faire la même politique que le PP et malgré la crise, le roi part en safari chasser les éléphants. Ce nouveau regard – sombre – porté sur la réalité tient aussi à un facteur générationnel : les jeunes, qui n'ont pas vécu de façon consciente la dictature et la transition politique, sont les plus touchés par le chômage et sont d'ores et déjà considérés comme une « génération perdue ». Il est donc logique qu'ils soient plus critiques à l'égard de la transición et de ses résultats que ceux qui ont le souvenir de la dictature et qui ont participé à la construction de la démocratie.

Si la crise du PSOE s'inscrit effectivement dans la crise de la transición, elle ne se règle pas par un simple renforcement de la participation démocratique (consultation des militants, primaires ouvertes) ou un simple

changement de génération au sein du parti ; le PSOE devra aussi toucher à certains aspects du « pacte ». Cela signifie tout d'abord que le passé ne doit plus être tabou. Il est difficilement imaginable que l'on revienne sur la guerre civile et la dictature par la voie juridique ; il est donc d'autant plus nécessaire – pour les victimes et leurs descendants – que la politique et l'histoire s'en chargent. Ensuite, la question de la « cohabitation » avec la monarchie doit être posée. Cela ne signifie pas que la monarchie doive disparaître ; mais elle devrait au minimum se voir relégitimée par un référendum (éventuellement proposé par l'héritier du trône lui-même, Felipe VI). Enfin, le PSOE doit prendre acte du fait qu'il n'est plus l'un des deux grands partis du pays mais qu'il doit composer avec toute une série de partis de gauche (IU, Podemos, partis régionaux catalan et basque) – sauf s'il aspire (comme certains le craignent) à une grande coalition avec le PP, sous réserve qu'une majorité puisse encore être rassemblée autour de cette idée.

Responsable de la publication :
Peter Gey, directeur du bureau parisien de la FES

Autres articles de la FES Paris à télécharger sur le site <http://www.fesparis.org/publications.php>

Le Front National. Une droite française radicale ? par Jean-Yves Camus, avril 2014

Le roi est nu. Seul une décote de la dette permettra de résoudre la crise par Daniel Stelter, novembre 2013

De nouveaux abandons de souveraineté ne permettront pas non plus de sauver l'euro par Fritz W. Scharpf, juillet 2013

Notre responsabilité ne s'arrête pas aux frontières de l'Union européenne par Dietmar Nietan, Wolfgang Kreissl-Dörfler, Markus Meckel, Karsten D. Voigt, Katharina Abels, Olaf Böhnke, Stefan Dehnert, Robert Ernecker, Sascha Götz, Kai-Olaf Lang, Nadja Pohlmann, Klaus Suchanek, juin 2013